

<http://www.snetap-fsu.fr/Midi-Pyrenees-motion-du-LEGTA-d.html>



Midi-Pyrénées : motion du LEGTA d'Ondes

- En Région -

Date de mise en ligne : mercredi 30 novembre 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Cela fait plusieurs mois, voire plusieurs années que nous alertons les membres de ce Conseil d'Administration sur la rentrée 2012. En effet, les politiques catastrophiques menées par notre ministère depuis 4 ans mènent des établissements en pleine santé, comme le nôtre, vers des situations désastreuses.

à L'ATTENTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION de l'[EPLFPA](#) d'ONDES (31)

Une réforme du BAC PRO dont on paie déjà les conséquences dramatiques !

La réforme du BAC Professionnel, qui a réuni nos deux filières [BEPA](#) (2ans)+ BAC Pro (2ans) en une seule soit un BAC Pro 3 ans entraîne pour notre établissement la perte de deux classes, pourtant lors de la mise en place de cette réforme, il nous avait été assuré que ces classes seraient remplacées. Or, nous sommes à l'aube de la rentrée 2012 et force est de constater que cette réforme n'était qu'un prétexte pour réaliser des économies afin de fermer des classes et par conséquent supprimer des postes.

Nous ne pouvons accepter un tel dictat sachant que ces classes n'étaient pas en sous-effectifs mais bien en accord avec les seuils fixés (32 élèves + 24 élèves) par les autorités académiques !

Des réformes du [BTS](#) GDEA et BAC Techno STAV tout aussi dramatiques !

Les nouvelles réformes en cours pour les deux filières [BTSA](#) GDEA et BAC Techno STAV vont dans le même sens entraînant des suppressions d'heures de cours en face à face élève pour couvrir des programmes disciplinaires de plus en plus vastes.

Quelle est cette politique qui consiste à démanteler les établissements mettant en péril leur mission éducative ?

La perte des deux classes et la diminution de certains horaires de cours suite à la réforme fragilisent considérablement le fonctionnement de notre établissement puisque de ces données dépend le maintien des postes dans tous les secteurs (enseignement, administration, entretien et restauration, surveillance). Sans parler de la baisse de certaines subventions et dotations inhérentes aux effectifs.

Nous nous interrogeons : quelle est donc cette politique qui consiste à détruire les établissements qui remplissent leurs classes et en bonne santé financière ?

Lors du dernier Conseil d'Administration nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme sur ce danger imminent et sur la nécessité vitale pour notre établissement d'ouvrir deux nouvelles classes afin de maintenir un certain équilibre. Face au silence de notre hiérarchie, ou plutôt son indifférence, l'heure est aujourd'hui à l'action.

Nous dénonçons cette évolution libérale de l'enseignement Agricole !

Nous ne pouvons continuer à subir cette « vente à la découpe » d'un service public reconnu jusque là de qualité, innovant et diplômant !

Nous nous permettons de rappeler notre excellent taux d'insertion professionnelle et notre très bon taux de réussite aux examens.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration, **les personnels soutenus par les parents d'élèves de l'établissement ont décidé aujourd'hui de ne pas voter le budget 2012** pleinement conscients des conséquences que cela implique afin de vous témoigner leur fort mécontentement et leur détermination.

Nous demandons l'ouverture d'une nouvelle filière dès la rentrée 2012 !

Nous rappelons que notre première demande porte sur la création d'une filière Scientifique (seconde, première et terminale) dans notre établissement répondant à une forte demande de formations « scientifiques » axées sur l'environnement dans un territoire dont la démographie explose. En effet, notre implantation sur le bassin de vie et la situation des lycées voisins de Fronton et de Blagnac aux capacités d'accueil saturées justifient notre demande. En outre, notre lycée dispose de toutes les compétences pour assurer la formation de ces nouveaux élèves.

Toutefois, nous sommes prêts à examiner d'éventuelles propositions d'ouverture de classes qui correspondraient à nos champs de compétences, à nos infrastructures et à la demande des familles et des jeunes de notre secteur.

Nous attendons donc de la part de la [DRAAF](#) une proposition concrète et assurée d'ouverture de classes pour la rentrée 2012 (sans autres nouvelles fermetures !).

De cette proposition dépendra la levée du blocage au vote du budget 2012.

Les représentants des personnels de l'[EPL](#) d'Ondes